

AP N° 2023-APC-05-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
Société MALTEUROP à VITRY-LE-FRANÇOIS**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de Légion d'Honneur
Officier de l'ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article R.181-46 concernant les modifications substantielles ;

Vu les articles R.224-21 à R.224-41-3 du chapitre IV du livre II du Code de l'environnement, relatif aux rendements minimaux, équipements et contrôles des chaudières ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 400 kW et inférieur à 20 MW ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-152-IC du 30 juin 2004 de la société MALTEUROP ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-APC-108-IC du 12 octobre 2018 ;

Vu le dossier de réexamen relatif à la directive relative aux émissions industrielles appelées IED en date du 12 avril 2021 ;

Vu le rapport de base relatif à la directive IED en date du 12 avril 2021 ;

Vu le porter à connaissance de la société MALTEUROP transmis à la Direction départementale des territoires de la Marne le 20 juillet 2022 et complété le 13 octobre, relatif à l'exclusion de l'installation de cogénération du périmètre du site de Vitry-le-François et à la levée de l'obligation de déclaration des quotas ;

Vu le courrier de la société MALTEUROP en date du 8 décembre 2022 confirmant la demande de sortie du système d'échange des quotas d'émission (SEQE) à compter du 31 décembre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 décembre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 19 janvier 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet.

Considérant que l'exploitant cède l'exploitation de l'unité de cogénération d'une puissance de 4,498 MW à la société COGESTAR 3 ;

Considérant que l'exploitant a transmis un porter à connaissance comportant tous les éléments d'appréciation requis concernant la modification envisagée ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.229-5-II du Code de l'environnement, la puissance calorifique totale de combustion des installations exploitées par la société MALTEUROP à Vitry-le-François est de 19,8 kw, inférieure au seuil fixé à 20 MW ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.229-5 du Code de l'environnement, la société MALTEUROP à Vitry-le-François n'est plus soumise au système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant qu'il convient d'acter la sortie du système d'échange des quotas d'émissions des gaz à effet de serre au 31 décembre 2022 ;

Considérant que la modification demandée ne revêt pas de caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'instruction du dossier de réexamen et du rapport de base ne conduisent pas à proposer la modification des prescriptions applicables à la société MALTEUROP pour son site de Vitry-le-François ;

Considérant qu'il convient d'actualiser l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2018 pour prendre en compte cette modification conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement pour tenir compte de cette modification.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

Arrête :

Article 1 :

Les conditions d'exploitation de la société MALTEUROP, dont le siège social se situe 2 rue Clément Ader, 51 100 Reims, concernant son établissement situé sur la commune de Vitry-le-François, ZI Vitry-Marolles, avenue de l'Europe, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Le tableau de la nomenclature figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-APC-180-IC du 12 octobre 2018 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation	Caractéristique de l'installation et quantité autorisée	Régime
3642-2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	Production annuelle de malt de 250 000 t soit 685 t/j Production de granulés (granulation des issues de grain (poussières et radicules)) du site et de la malterie de Pringy : 14 200 t/an soit 39 t/j	A
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532. 2. Autres installations que des silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	orge : 20 380 m ³ malt : 51 680 m ³ malt non dégermé : 9 900 m ³ boisseaux : 3 090 m ³ Total : 85 050 m ³	A

Rubrique	Désignation	Caractéristique de l'installation et quantité autorisée	Régime
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaufferie M3 : 3 chaudières de 6,6 MW</p> <p>Total : 19,8 MW</p>	DC
1185.2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>Fluides frigorigènes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PAC M1 : 8 000 kg - groupes froids M3 : 128 kg - groupes froids M2 : 256 kg - climatiseurs : 26 kg <p>Total : 8410 kg</p>	DC
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>Inférieure à 50 t</p>	Sarbigel : 0,6 m³ soit environ 0,6 t	NC
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Inférieure à 20 t</p>	<p>Javel : 12 m³ soit 12,2 t</p> <p>Topax 66 : 2,2 t</p> <p>Total : 14,4 t</p>	NC

Rubrique	Désignation	Caractéristique de l'installation et quantité autorisée	Régime
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : Inférieure à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	Stockage de fuel : 1 m³	NC

A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : Déclaration contrôlée, D : Déclaration, NC : Non classée

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, pour une capacité de production supérieure à 300 t/j de produits finis (fonctionnement annuel supérieur à 90 jours consécutifs) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux industries agro-alimentaire et laitières.

Conformément à l'article R.515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au Préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est décrit à l'article R.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Article 3 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-APC-180-IC du 12 octobre 2018 est supprimé.

Article 4 :

Le tableau figurant à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-APC-180-IC du 12 octobre 2018 est remplacé par le tableau suivant :

	Puissance thermique en MW	Combustibles	Observations
Générateur n° 3	6,6	Gaz naturel	chaufferie M3
Générateur n° 4	6,6	Gaz naturel	chaufferie M3
Générateur n° 5	6,6	Gaz naturel	chaufferie M3

Article 5 :

L'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-APC-180-IC du 12 octobre 2018 est remplacé par les dispositions suivantes.

Les cheminées d'évacuation des gaz de combustion doivent respecter les dispositions suivantes :

	Hauteur minimale en mètre	Diamètre en mètre	Rejet des fumées des générateurs raccordés	Débit global en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Cheminée principale (ex cheminée n°2)	58,7	3 X 0,9	3, 4 et 5 (trois conduits)	22257	5

Article 6 :

L'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-APC-180-IC du 12 octobre 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les valeurs maximales suivantes :

		Générateur 3	Générateur 4	Générateur 5	Total annuel maximum rejeté
	Débit horaire (Nm³/h)	7419	7419	7419	
	Nbre heures/jour maximum	20	20	20	
	Nbre heures/an maximum	7200	7200	7200	
Poussières	Concentration (mg/Nm³)	5,00	5,00	5,00	
	Flux (kg/h)	0,04	0,04	0,04	
	Fux (kg/j)	0,74	0,74	0,74	
	Quantité (t/an)	0,27	0,27	0,27	0,81 tonne
SO₂	Concentration (mg/Nm³)	35,00	35,00	35,00	
	Flux (kg/h)	0,26	0,26	0,26	
	Fux (kg/j)	5,19	5,19	5,19	
	Quantité (t/an)	1,87	1,87	1,87	5,61 tonnes
NO_x en équivalent NO₂	Concentration (mg/Nm³)	120,00	120,00	120,00	
	Flux (kg/h)	0,89	0,89	0,89	
	Fux (kg/j)	17,81	17,81	17,81	
	Quantité (t/an)	6,41	6,41	6,41	19,23 tonnes
CO	Concentration (mg/Nm³)	100,00	100,00	100,00	
	Flux (kg/h)	0,74	0,74	0,74	
	Fux (kg/j)	14,84	14,84	14,84	
	Quantité (t/an)	5,34	5,34	5,34	16,02 tonnes
COV exprimé en carbone total	Concentration (mg/Nm³)	110,00	110,00	110,00	
	Flux (kg/h)	0,82	0,82	0,82	
	Fux (kg/j)	16,32	16,32	16,32	
	Quantité (t/an)	5,88	5,88	5,88	17,64 tonnes
HAP	Concentration (mg/Nm³)	0,10	0,10	0,10	
	Flux (kg/h)	0,74	0,74	0,74	
	Fux (kg/j)	14,84	14,84	14,84	
	Quantité (t/an)	5,34	5,34	5,34	16,02 tonnes

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273°K
- pression 101,3 KPa
- 3 % d'O₂

Article 7 :

L'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-APC-180-IC du 12 octobre 2018 est supprimé.

Article 8 : Fin de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre dans le cadre du Système d'Échange de Quotas d'Émissions de gaz à effet de serre (SEQE)

L'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, au titre de la Directive 2003/87/CE et conformément à l'article L. 229-6 du Code de l'environnement, accordée à la société MALTEUROP à Vitry-le-François, est supprimée à compter du 31 décembre 2022.

Article 9 : Recours

En application de l'article L.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51038 Châlons-en-Champagne Cedex, soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511.1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 : Droits des tiers

Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Notification

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est chargé de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, le maire de Vitry-le-François sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Le Maire de Vitry-le-François procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois.

A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne et dans l'Aube pendant une durée minimale de 4 mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **14 MARS 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général


Emile SQUIMBO